



HAL
open science

Les calculs intéressés de la Guerre froide : L'Economic Commission for Europe et le monde socialiste face à la révision de la quantification du développement

Simon Godard

► **To cite this version:**

Simon Godard. Les calculs intéressés de la Guerre froide : L'Economic Commission for Europe et le monde socialiste face à la révision de la quantification du développement. *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2018, 65-4 (4), pp.33-58. 10.3917/rhmc.654.0033 . halshs-01985032

HAL Id: halshs-01985032

<https://shs.hal.science/halshs-01985032>

Submitted on 16 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES CALCULS INTÉRESSÉS DE LA GUERRE FROIDE : L'ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE ET LE MONDE SOCIALISTE FACE À LA RÉVISION DE LA QUANTIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Simon Godard

Belin | « [Revue d'histoire moderne & contemporaine](#) »

2018/4 n° 65-4 | pages 33 à 58

ISSN 0048-8003

ISBN 9782410014006

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2018-4-page-33.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les calculs intéressés de la Guerre froide : L'Economic Commission for Europe et le monde socialiste face à la révision de la quantification du développement

Simon GODARD

Si le « court XX^e siècle » analysé par Éric Hobsbawm est l'âge des extrêmes, il est aussi celui des organisations internationales. Dans un monde en mutation, celles-ci se multiplient et contribuent à la reconfiguration du système des relations internationales dans un sens plus multilatéral, ainsi qu'au redressement essentiel des États européens après les deux guerres mondiales¹. Une historiographie désormais bien établie sur les organisations économiques internationales a mis en évidence la diffusion du modèle occidental de l'économie libérale capitaliste grâce à la mise en circulation entre États membres de biens, mais aussi d'experts et d'idées économiques. Cette homogénéisation progressive des cadres théoriques de réflexion sur l'économie est consubstantielle du développement d'un « internationalisme technocratique »² qui participe de l'autonomisation d'organisations internationales, définies par les anthropologues comme des « dispositifs capables de rendre gouvernable un monde parcouru de conflits sans pour autant le gouverner directement »³.

Opérer un retour sur la période de la Guerre froide permet néanmoins de rappeler que l'universalisation du modèle économique occidental se fait sous tension. La chute du système communiste entre 1989 et 1991, autant que l'incapacité du bloc de l'Est à produire une coopération économique aux résultats probants durant la Guerre froide, ont occulté l'analyse des acteurs et

1. Yann DECORZANT, « La Société des Nations et l'apparition d'un nouveau réseau d'expertise économique et financière (1914-1923) », *Critique internationale*, 52-3, 2011, p. 35-50; Matthieu LEIMGRUBER, Matthias SCHMELZER (éd.), *The OECD and the International Political Economy Since 1948*, Cham, Palgrave Macmillan, 2017.

2. Wolfram KAISER, Johan SCHOT, *Writing the Rules for Europe. Experts, Cartels and International Organizations*, Londres, Palgrave Macmillan, 2014.

3. Birgit MÜLLER, « Comment rendre le monde gouvernable sans le gouverner : les organisations internationales analysées par les anthropologues », *Critique internationale*, 54, 2012, p. 9-18 (ici p. 18).

des espaces de réflexion sur la construction et la valorisation internationale d'un modèle socio-économique alternatif au capitalisme. Le rôle des organisations internationales communistes, en particulier du Conseil d'aide économique mutuelle (COMECON), et leur insertion dans le système global des organisations internationales, font aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt dans l'historiographie anglophone⁴. Les travaux sur les principales organisations du monde communiste (Pacte de Varsovie et COMECON) montrent ainsi l'intérêt heuristique de les analyser comme des organisations internationales « normales » (selon une norme occidentale rarement interrogée). Prendre au sérieux l'activité de ces organisations, de la même manière que celle de leurs homologues occidentales, permet de désingulariser partiellement le fonctionnement du bloc de l'Est en soulignant combien l'internationalisation de problématiques, notamment économiques, et leur traitement dans un cadre multilatéral de plus en plus institutionnalisé et connecté au monde occidental, produisent des effets d'autonomisation scientifique et bureaucratique de ces organisations en contexte autoritaire⁵.

Il s'agit donc ici d'étudier la coopération entre organisations internationales représentant différents systèmes-mondes dans la Guerre froide. Le champ de la coopération statistique internationale, qui a été structuré au XIX^e siècle par la formation de réseaux professionnels transnationaux⁶ dont les organisations internationales se font les relais au XX^e siècle⁷, permet d'appréhender les enjeux et les effets de la confrontation d'internationalismes technocratiques différents après 1945. La Commission économique pour l'Europe de l'ONU (ECE⁸), fondée à Genève en 1947, joue dans ce domaine un rôle de pont entre l'Est et l'Ouest encore méconnu. Elle réunit des experts, plus que des diplomates, des pays européens capitalistes et communistes, et s'affirme au tournant des années 1960 comme une « bureaucratie internationale agissant comme acteur

4. Uwe MÜLLER, Dagmara JAJESNIAK-QUAST (éd.), « Comecon Revisited. Integration in the Eastern Bloc and Entanglements with the Global Economy », *Comparativ. Zeitschrift für Globalgeschichte und Vergleichende Gesellschaftsforschung*, 5/6, 2017. Voir aussi les travaux du projet *Looking West. The European Socialist Regimes Facing Pan-European Cooperation and the European Community (PanEur1970s)* soutenu par le Conseil européen de la recherche (www.eui.eu/DepartmentsAndCentres/HistoryAndCivilization/ResearchAndTeaching/ResearchProjects/PanEur1970s).

5. Laurien CRUMP, Simon GODARD, « Reassessing Communist International Organisations: A Comparative Analysis of COMECON and the Warsaw Pact in Relation to their Cold War Competitors », *Contemporary European History*, 27-1, 2017, p. 85-109.

6. Éric BRIAN, « Transactions statistiques au XIX^e siècle. Mouvements internationaux de capitaux symboliques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145-5, 2002, p. 34-46.

7. Roser CUSSO, « L'activité statistique de l'Organisation économique et financière de la Société des Nations. Un nouveau lien entre pouvoir et quantification », *Histoire & Mesure*, 27-2, 2012, p. 107-136; Agnès LABROUSSE, « Chaînes statistiques et économie politique du chiffre », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2016/4, p. 845-878; Daniel SPEICH CHASSÉ, « Les statistiques comme mode de communication politique. Le cas des premiers plans de développement au Kenya », *Politique africaine*, 145-1, 2017, p. 85-108.

8. Afin d'éviter toute confusion entre la Commission économique européenne (CEE) et la Commission économique pour l'Europe de l'ONU, on utilisera désormais l'acronyme anglais de cette dernière: Economic Commission for Europe (ECE).

politique indépendant», capable de fournir des données statistiques à l'ensemble de ses États membres et d'imposer la coopération statistique internationale comme priorité du travail multilatéral⁹.

Celle-ci apparaît de plus en plus nécessaire à la fin des années 1960 lorsque les critiques se multiplient contre les indicateurs statistiques qui sous-tendent le dogme du progrès et de la modernité par la croissance économique que l'Occident impose au reste du monde. L'ONU s'en fait l'écho et semble vouloir accompagner les pays du tiers-monde dans leur recherche de nouveaux modèles socio-économiques en lançant en 1961 la première « décennie du développement », qui lie explicitement progrès économique et progrès social¹⁰. Trois facteurs se conjuguent ainsi pour mettre à mal l'hégémonie de l'indicateur statistique dominant alors l'analyse du développement : le produit intérieur brut (PIB)¹¹. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont l'activité importe plus aux États occidentaux que celle de l'ECE, ouvre la première la voie à la critique du modèle occidental qu'elle défendait jusqu'alors. Le Club de Rome commande ainsi en 1970 le rapport sur les « limites de la croissance », publié en 1972. La contestation par les experts occidentaux eux-mêmes de « l'idéologie de la croissance »¹² intervient par ailleurs au moment où les pays socialistes connaissent un réel succès économique à la fin des années 1960, grâce aux réformes de la planification centralisée engagées au cours de la décennie. La combinaison entre remise en cause du modèle de développement occidental, bonne fortune de son concurrent communiste et compétition entre les deux blocs pour la diffusion de leur modèle dans les pays décolonisés, promeut enfin la réflexion sur la construction de nouveaux indicateurs statistiques de quantification du développement à la fin des années 1960.

Le mouvement des « indicateurs sociaux » fleurit dans les années 1970 et, à Genève, l'ECE devient la caisse de résonance internationale des efforts de réseaux de statisticiens, de sociologues et de planificateurs sociaux visant à quantifier le bien-être des populations¹³. Dans cette quête d'indicateurs alternatifs à la quantification économique du développement, l'organisation internationale genevoise s'appuie sur la coopération statistique internatio-

9. Daniel STINSKY, « A Bridge Between East and West? Gunnar Myrdal and the UN Economic Commission or Europe, 1947-1957 », in Michel CHRISTIAN, Sandrine KOTT, Ondrej MATEJKA (éd.), *Planning in Cold War Europe. Competition, Cooperation, Circulations (1950s-1970s)*, Berlin, De Gruyter, 2018, p. 45-68 (ici p. 46).

10. Pour une critique des décalages entre discours et pratiques de l'ONU, voir Léonie JANA WAGNER, « Les décennies du développement de l'ONU 1960-1990. Réduction des rapports de domination structurels Nord-Sud ou manifestation au grand jour de ces rapports? », *Hypothèses*, 16-1, 2013, p. 327-338.

11. Dirk PHILIPSEN, *The Little Big Number. How GDP Came to Rule the World and What to Do about It*, Princeton, Princeton University Press, 2015.

12. Matthias SCHMELZER, *The Hegemony of Growth. The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

13. Eloi LAURENT, Jacques LE CACHEUX, *Un nouveau monde économique. Mesurer le bien-être et la soutenabilité au XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2015 ; Frédéric LEBARON, *Les indicateurs sociaux au XXI^e siècle*, Paris, Dunod, 2011.

nale qu'elle a engagée avec le COMECON depuis le milieu des années 1960. Les deux organisations ont une influence moindre que leurs concurrentes (OCDE ou CEE) sur la configuration des relations économiques internationales pendant la Guerre froide. Néanmoins, après 1953, l'ECE joue efficacement de son statut d'unique organisation paneuropéenne, et le COMECON incarne – pour les Occidentaux comme pour les pays communistes – l'image de cohésion du bloc de l'Est. Ils forment ainsi des dispositifs originaux dans le système des relations internationales et leurs liens distants (échange d'informations, participation croisée à des réunions, mise à disposition temporaire d'experts) constituent des « liens faibles », au sens de Mark Granovetter¹⁴, qui renforcent leur position dans un système d'organisations internationales concurrentiel. C'est en outre parce qu'à la différence de l'OCDE ou de la CEE elles ont peu de résultats économiques concrets à faire valoir, que les institutions genevoise et moscovite s'investissent d'autant plus fortement dans la coopération statistique, puissant outil de régulation indirecte des systèmes économiques. Cette coopération constitue un outil de légitimation¹⁵, d'autonomisation et de renforcement de leur influence, tant internationale que vis-à-vis des gouvernements de leurs États membres¹⁶.

Cette enquête sur le sens de la collaboration de longue durée établie entre l'ECE et le COMECON en vue de l'élaboration d'un système international d'indicateurs sociaux s'appuie sur plusieurs fonds d'archives. Les archives des deux organisations, documents de travail comme études publiées, celles d'organisations plus techniques qui gravitent autour d'elles, comme la Conférence européenne des statisticiens (CES¹⁷) ou l'Institut international de statistique (IIS) de La Haye, ainsi que des sources est-allemandes et hongroises sont ici mobilisées. Elles permettent d'interroger la mise en place et le fonctionnement d'un réseau d'experts particulier, réunissant statisticiens, sociologues et planificateurs, marqué par un fort degré d'informalité dans le travail. Elles révèlent comment, au-delà de la simple coordination technique de nouveaux indicateurs statistiques, l'ECE et le COMECON se livrent à des calculs intéressés et très politiques.

Cette coopération conduit cependant à une aporie pour les deux partenaires. Loin de remettre en cause la définition occidentale du développement par la croissance économique, l'ECE ne parvient pas à accorder son agenda avec

14. Mark GRANOVETTER, *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.

15. Dzovinar KÉVONIAN, « La légitimation par l'expertise : le Bureau international du travail et la statistique internationale », *Les cahiers Irice*, 2-2, 2008, p. 81-106.

16. Henri BERGERON, « La force d'une institution faible. Le cas d'une agence européenne d'information », *Politique européenne*, 32-3, 2010, p. 39-76 (ici p. 41-42).

17. Fondée en 1953, la CES réunit des représentants des bureaux de statistique des États membres de l'ECE, dont la division statistique assure le secrétariat et pilote les travaux. Elle se donne pour objectif la discussion de questions statistiques émergentes, de problèmes méthodologiques ou de domaines dans lesquels des manques de données existent.

celui du COMECON. Les deux organisations s'engagent dans une coopération à contretemps, dans laquelle la comparaison internationale des indicateurs de développement participe *in fine* de la délégitimation du modèle socialiste et accélère la fin de la Guerre froide. L'étude montre l'intérêt que l'ECE d'abord, puis le COMECON ensuite trouvent à coopérer sur la question de la comparabilité internationale des statistiques de développement, et en particulier des indicateurs sociaux. Cette coopération, c'est le troisième point, suscite la formation de nouveaux réseaux d'experts de la statistique sociale, qui renforcent l'ECE dans le champ des organisations internationales.

LE DÉBAT SUR LES INDICATEURS SOCIAUX, UNE OPPORTUNITÉ DE POUVOIR POUR L'ECE

Une nébuleuse d'organisations internationales genevoises à la manœuvre

Fondée en 1947 à Genève comme agence régionale de l'ONU, l'ECE est l'unique organisation économique paneuropéenne qui existe pendant la Guerre froide¹⁸. Menacée dans son existence même par les pays occidentaux, qui lui préfèrent l'OCDE puis les premières communautés des Six, l'ECE est aussi considérée avec suspicion par les États européens socialistes, qui ne participent que peu à son activité jusqu'en 1954. C'est essentiellement au prestige international et à l'activisme de son premier secrétaire exécutif, le prix Nobel d'économie suédois Gunnar Myrdal¹⁹, en fonction de 1947 à 1957, qu'elle doit sa survie et la participation active de ses États membres à compter de la seconde moitié des années 1950. Plus qu'un forum diplomatique, l'ECE constitue un véritable espace d'internationalisme technocratique au sein duquel experts de l'Est comme de l'Ouest participent à la circulation de statistiques et de recherches scientifiques sur l'économie européenne. Aujourd'hui encore méconnue, l'ECE a pourtant contribué à la mise en réseau des économies européennes à l'échelle continentale dès la Guerre froide²⁰.

Lorsqu'elle s'engage dans le débat sur les outils statistiques de la quantification du développement à la fin des années 1960, l'ECE n'est ni la première ni la plus en vue des organisations internationales à intervenir dans ce

18. Quatre autres commissions économiques régionales sont instituées par le Conseil économique et social de l'ONU après la Seconde Guerre mondiale : la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP, fondée en 1947), celle pour l'Amérique latine, créée en 1948 (CEPAL, dont le champ d'action est par la suite étendu à l'espace caraïbe), celle pour l'Afrique (CEA, 1958), et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO, 1973). Ces commissions, qui échangent entre elles, peuvent cependant défendre des approches différentes du développement des régions sur lesquelles porte leur action, voir Andrés Rivarola PUNTIGLIANO, Örjan APPELQVIST, « Prebisch and Myrdal: Development Economics in the Core and on the Periphery », *Journal of Global History*, 6-1, 2011, p. 29-52.

19. Örjan APPELQVIST, *The Political Economy of Gunnar Myrdal. Transcending Dilemmas post 2008*, Londres, Routledge, 2013.

20. Vincent LAGENDIJK, *Electrifying Europe. The Power of Europe in the Construction of Electricity Networks*, Amsterdam, Aksant, 2008.

domaine. La critique du PIB est ancienne²¹. D'abord portée par les milieux experts, économistes et statisticiens, elle est reprise par les milieux politiques et se diffuse jusque dans des organisations internationales comme l'OCDE, jusque-là considérée comme le bastion d'un discours univoque sur les bienfaits de la croissance économique²². L'appropriation de la critique du PIB par l'ECE n'est pas étonnante, au regard de la pensée économique – social-démocrate internationaliste – de son premier secrétaire exécutif, Gunnar Myrdal²³, et du profil de ses successeurs entre 1960 et 1982, les Yougoslaves Vladimir Velebit et Janez Stanovnik. Il est en revanche intéressant d'analyser la manière dont l'organisation onusienne mobilise cette critique pour lui donner une résonance nouvelle et légitimer son intervention dans le débat.

Lorsque l'ONU proclame la première « décennie du développement » en décembre 1961, l'ECE voit l'opportunité d'institutionnaliser une réflexion sur l'équilibre social et économique des modèles de développement et sur le rôle de la planification pour y parvenir. À partir de 1961, l'organisation genevoise réunit tous les trois ans une conférence de planification dans le cadre du « programme européen de développement social »²⁴. L'ECE y met en avant son statut de médiateur paneuropéen, insiste sur son expertise dans l'analyse de différents modèles de développement – capitaliste et socialiste – et inscrit sa critique du PIB dans le cadre global de l'aide au tiers-monde promue par l'ONU. Dans un document de travail préparatoire à la quatrième conférence de planification qui se tient à Genève en octobre 1970, le secrétariat de l'ECE reprend à son compte la critique de la quantification du développement par le seul PIB et rappelle que :

« de nombreuses critiques se sont élevées contre la conception traditionnelle du développement matériel en termes de croissance globale, accompagnée du présupposé d'une dynamique de progrès social résultant directement de l'accumulation matérielle »²⁵.

Soulignant la complexité de son analyse par rapport à celles d'organisations exclusivement composées d'États capitalistes, l'ECE précise sa position méthodologique :

« aucune société, quel que soit son niveau de développement matériel, ne peut prétendre avoir atteint le degré ultime de justice sociale et assuré un accès égal aux opportunités offertes, dans la mesure où ces objectifs évoluent avec la croissance de la richesse de la société »²⁶.

21. D. PHILIPSEN, *The Little Big Number...*, *op. cit.*, p. 12.

22. Matthias SCHMELZER, « The Crisis before the Crisis: the "Problems of Modern Society" and the OECD, 1968-1974 », *European Review of History*, 19-6, 2012, p. 999-1020.

23. D. STINSKY, « A Bridge Between East and West... », *art. cit.*, p. 48-55.

24. Archives de l'ONU, Fonds de l'ECE (désormais ECE), *Relations with Social Division (European Office)*, GX10/1/46.

25. *Ibidem*, « Working Paper for the 4th Planning Conference on the European Social Development Programme », Genève, 19-21 octobre 1970, p. 6.

26. *Ibidem*, p. 13.

L'organisation construit une position de surplomb qui renforce sa pré-tention à une forme de neutralité scientifique. La capacité à structurer un dialogue scientifique entre l'Est et l'Ouest constitue la pierre angulaire non seulement de l'originalité, mais surtout du discours sur la légitimité de l'ECE à intervenir dans le débat sur les indicateurs statistiques de développement²⁷.

Elle s'appuie sur l'expérience récente d'organisations techniques du système onusien implantées à Genève et qui gravitent dans sa sphère d'influence, comme l'Institut de recherche sur le développement social de l'ONU (UNRISD). Fondé en 1963, l'institut réalise en 1965-1966 une étude comparative internationale visant à construire un indice synthétique de niveau de vie calculé à partir de 73 indicateurs sociaux, économiques et structurels. Les résultats de son enquête sont discutés par la Conférence européenne des statisticiens que chapeaute l'ECE. Celle-ci donne une publicité aux travaux de l'UNRISD tout en se les appropriant pour accroître son expertise technique sur le sujet²⁸.

L'ECE est renforcée par la convergence de ces discours scientifiques émanant de multiples institutions internationales avec lesquelles elle a des liens étroits. Cette circulation auto-entretenu permet à son secrétariat d'imposer à l'ordre du jour de la coopération scientifique internationale la discussion des travaux de recherche sur les « indicateurs sociaux »²⁹. En septembre 1967, la CES organise à Prague un « séminaire sur les besoins statistiques pour planifier le développement économique et social ». Si trois groupes de travail s'y consacrent aux statistiques économiques, le dernier, placé sous présidence bulgare, aborde la question des statistiques relatives à l'éducation, à la santé et à la coordination internationale des plans³⁰, en présence d'experts de l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du COMECON. Un an plus tard, le secrétariat de l'ECE organise à Genève une réunion dont l'ordre du jour porte sur la discussion d'un système de statistiques démographiques et sociales. Le compte rendu fait au siège de l'ONU à New York indique « qu'il est encore trop tôt pour s'accorder sur des conclusions dans ce domaine »³¹ et le concept d'indicateurs sociaux n'est pas encore utilisé dans la communication de l'organisation internationale. Cependant, l'ECE poursuit ses recherches et délègue au directeur du Bureau central britannique des statistiques la charge de rédiger un document pour la CES – défini comme un texte personnel n'engageant ni l'ECE ni le bureau britannique – harmonisant les différents points de vue.

27. Sandrine KOTT, « Par-delà la Guerre froide. Les organisations internationales et les circulations Est-Ouest (1947-1973) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 109-1, 2011, p. 142-154.

28. Archives de l'ONU, Fonds de la Conférence européenne des statisticiens (désormais CES) CONSULT/53, Genève, 1972, p. 1.

29. ECE, « Working Paper... », GX10/1/46, p. 13.

30. ECE, *Seminar on Statistics for Economic and Social Development*, GX2/6/1/127.

31. ECE, *Social and Demographic Statistics*, « Lettre de M. A. Jansen à Abe Aidenoff », GX2/6/1/152, 23 octobre 1968.

La stratégie de l'ECE pour s'imposer dans la recherche d'indicateurs alternatifs au PIB est double. Elle mobilise d'une part les travaux d'une série d'organisations internationales techniques et encourage des experts à avancer dans leurs recherches en garantissant la dimension informelle des rapports qu'ils lui soumettent. Ainsi, les statisticiens européens qu'elle mobilise peuvent proposer leur propre évaluation de chercheur et s'abriter derrière la neutralité axiologique de leurs travaux, même si leurs conclusions heurtent les positions de négociation des délégations représentant leur État à l'ECE. En accumulant ces données scientifiques, l'ECE renforce pourtant l'idée d'urgence et de nécessité de développer de nouveaux indicateurs, sans encore ouvrir de négociation officielle sur le sujet et risquer de voir son action entravée par les gouvernements de ses États membres pour des raisons politiques. D'autre part, au mitan des années 1970, le champ des indicateurs sociaux reste ouvert et la compétition y est moins forte que dans le domaine de la critique économique du PIB. À l'issue d'une grande enquête comparative sur l'action de différentes organisations internationales dans le domaine des indicateurs sociaux, l'ECE note ainsi en 1974 que «les rapports font ressortir le fait bien connu qu'il n'y a pas de définition généralement acceptée de l'indicateur social»³².

Transférer une compétence reconnue des statistiques économiques vers les statistiques sociales

L'organisation déploie son action sur les indicateurs sociaux à partir d'une expérience préalable reconnue en matière de comparaison internationale des statistiques économiques. Depuis 1959, l'ECE, qui cherche à intensifier les flux commerciaux intra-européens et doit pour cela maîtriser les principaux indicateurs économiques de suivi des échanges, s'est fixée pour objectif de parvenir à une comparabilité des systèmes de comptabilité nationale des pays occidentaux et socialistes³³. La présentation des comptes nationaux selon deux systèmes, le *System of National Accounts* (SNA) adopté par l'ONU et l'ensemble des pays occidentaux en 1953, et le *Material Product System* (MPS) généralisé dans les pays du bloc socialiste à la fin des années 1960³⁴, rend complexe l'exposition d'un discours sur le développement qui soit harmonisé à l'échelle internationale. La mise en place dès 1960 à l'ECE d'un groupe de travail chargé d'établir une clé de comparaison entre les deux systèmes est un élément important dans la stratégie de l'organisation. Sans encore établir d'indicateurs alternatifs permettant une nouvelle quantification du développement, extérieure aux catégories du SNA ou du MPS, l'ECE met en cause l'universalité des quantifications existantes par son travail comparatiste.

32. CES/WP.34/13, *Étude comparative des travaux effectués par des organisations internationales sur les indicateurs sociaux*, 1974, p. 3.

33. ECE, *Reports of the Conference of European Statisticians to the ECE Sessions*, GX2/6/1/89.

34. Zoltan KENESSEY (éd.), *The Accounts of Nations*, Amsterdam, IOS Press, 1994, p. 169-197 et p. 218-236.

L'organisation genevoise ne présente alors pas les indicateurs sociaux comme une rupture radicale avec les indicateurs économiques, mais propose une transition fluide et une complémentarité entre différents types, idéologiques et statistiques, d'approches du développement. En 1967, elle rappelle que le Conseil économique et social de l'ONU « a souligné l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux de développement »³⁵. Deux ans plus tard, Barrie Davies, responsable de la division statistique de l'ECE, écrit à son homologue de l'OCDE que, depuis 1968, la CES s'est fixée comme « tâche principale le développement d'un système de statistiques démographiques et sociales lié au système des comptes nationaux »³⁶. L'association entre le travail en cours sur la comparaison des systèmes de comptes nationaux capitalistes et socialistes, et l'élaboration d'un système d'indicateurs sociaux du développement, est doublement importante. Elle légitime l'action de l'ECE dans le nouveau champ des statistiques sociales en la présentant comme le prolongement d'une activité scientifique reconnue d'élaboration de statistiques économiques. Par ailleurs, le lien établi entre le SNA et le nouveau système de statistiques démographiques et sociales est susceptible d'encourager la participation des États socialistes à l'élaboration de ce dernier. Plutôt que de chercher la légitimation internationale de leur système de statistiques économiques face au calcul occidental, ceux-ci peuvent être tentés de peser sur la construction de nouvelles statistiques dont l'ECE leur assure une influence en retour sur le discours international sur le développement.

L'entreprise d'auto-légitimation de l'ECE comme nouvel acteur du débat scientifique et politique sur la quantification du développement est achevée en 1970. L'organisation mobilise désormais directement les termes d'indicateurs sociaux dans son discours. Ceux-ci doivent permettre de :

« dépasser les distinctions traditionnelles entre aspects économiques et non-économiques du progrès sociétal dans une approche nouvelle des processus décisionnels du gouvernement moderne. L'intérêt contemporain des planificateurs européens pour la planification de long terme [...] la quête d'une approche unifiée du développement [sont devenus] un élément important de la réalité européenne d'aujourd'hui »³⁷.

L'apologie de « l'approche unifiée du développement » participe encore de l'auto-renforcement discursif de la position de l'ECE. Sa fonction de pont entre les systèmes statistiques occidentaux et socialistes, ainsi que son action récente d'élaboration d'un système d'indicateurs sociaux connecté au SNA, offrent à l'organisation genevoise l'image de cadre le plus approprié pour un tel travail de synthèse.

35. ECE, *Relations with Social Division*, « Document de travail destiné à la conférence de planification du programme européen de développement social » (Genève, 5-7 avril 1967), GX10/1/46, p. 3.

36. ECE, *Social and Demographic Statistics*, « Lettre de Barrie Davies à A. G. Khan », GX/2/6/1/152, 10 février 1969.

37. ECE, « Working Paper... », art. cit., p. 13-14.

Si l'ECE développe une stratégie si réfléchie pour s'imposer dans le champ en voie de constitution d'un système international d'indicateurs sociaux, c'est aussi parce qu'elle dispose de ressources institutionnelles, techniques et symboliques pour y intervenir. La mise en avant d'une nouvelle temporalité dans l'analyse du développement est ici signifiante. Alors que le PIB est un indicateur de court terme, les indicateurs sociaux – qui portent sur les évolutions démographiques, le logement des populations, leur niveau d'éducation, de santé, etc. – inscrivent le développement dans une perspective de long terme de transformation qualitative du niveau de vie. Le pilotage du développement dans la longue durée correspond à la temporalité des organisations internationales, qui travaillent essentiellement – dans le cas de l'ECE et de la CES – sur la standardisation des normes et des statistiques de leurs États membres. Celle-ci favorise à long terme les circulations entre eux de biens, d'idées et d'individus et promeut l'intégration de l'espace européen. Le basculement de la communauté scientifique dans une analyse du temps long du développement, au cours des années 1960, renforce le rôle de l'ECE dans la mise en œuvre d'un système international d'indicateurs alternatifs. Comme le souligne l'organisation :

« la valeur des comptes économiques, tout à fait indépendamment du cadre comptable, tient en grande partie à la normalisation des notions, des définitions et des classifications qu'ils ont imposées aux données économiques, qui étaient à l'origine tout aussi hétérogènes et dispersées que ne le sont maintenant les données sociales. Une normalisation analogue devrait être un élément important du programme de travail dans le domaine social »³⁸.

Face aux initiatives éparées de modélisation d'indicateurs sociaux de développement qui se multiplient dans les administrations statistiques des États européens ou dans d'autres organisations internationales comme l'OCDE, l'ECE s'affirme ainsi comme l'acteur capable d'opérer la standardisation internationale la plus large de ces expériences, la plus rationnelle scientifiquement, mais aussi politiquement, afin de parvenir à un nouveau discours sur le développement qui soit acceptable par les deux blocs.

Un activisme qui se heurte rapidement aux limites de l'influence de l'ECE

Entre 1968 et 1980, l'organisation alimente une dynamique de coopération internationale et joue des incompatibilités statistiques de la Guerre froide pour asseoir l'image de sa centralité dans le débat européen sur les indicateurs sociaux. Elle reste cependant dépendante d'acteurs extérieurs dont elle ne contrôle pas l'évolution des priorités politiques et des programmes de recherche scientifiques.

Dès 1969, l'ECE est informée du travail de l'OCDE sur un système de statistiques démographiques et d'éducation. Elle prend contact avec son secrétariat à Paris pour lui signifier l'ampleur, selon elle plus large, de l'action engagée par

38. ECE, *Stratégie pour les travaux futurs sur le système de statistiques sociales et démographiques*, E-CN.3/489, 1976, p. 5.

le « groupe de travail sur un système de statistiques sociales et démographiques », mandaté l'année précédente par la CES. L'objectif de l'organisation genevoise est plus ambitieux et couvre les statistiques sociales, démographiques et de main-d'œuvre. Surtout, il vise à créer un système, comparable au SNA, dont l'architecture complexe permettrait d'analyser de manière globale le développement d'une société. L'organisation genevoise, moins influente que l'OCDE sur la scène internationale, privilégie cependant les tentatives d'association plutôt que de dénonciation d'une concurrence inutile³⁹.

Pour retirer les fruits de son engagement dans le mouvement des indicateurs sociaux et renforcer son influence internationale au tournant des années 1970, l'ECE doit en effet agir rapidement. Lorsque la CES met en place son groupe de travail sur les statistiques démographiques et sociales en 1968 à Genève, l'office statistique de l'ONU à New York lance l'*International Comparison Programme*, avec l'appui scientifique de l'université de Pennsylvanie et celui financier de la fondation Ford et de la Banque mondiale. Celui-ci améliore l'indicateur du PIB en introduisant une analyse fondée sur les parités de pouvoir d'achat. Sans influence sur cette concurrence, l'ECE devient même l'exécutante de ce programme pour lequel elle est chargée en 1979 de réaliser une comparaison entre pays membres de l'OCDE et pays d'Europe de l'Est.

La CES adopte donc dès juin 1972 un « système de statistiques démographiques et sociales » destiné à être progressivement complété par le groupe de travail mis en place en 1968. Le système procède par sélection et agrégation d'indicateurs sociaux élaborés nationalement ou par d'autres organisations internationales, dont l'ECE a collecté, centralisé, et évalué les travaux. Cette nouvelle matrice d'indicateurs, adoptée par les pays capitalistes et socialistes membres de l'ECE, se compose d'une série complexe de onze sous-systèmes thématiques. Le caractère ambitieux du système d'indicateurs sociaux de l'ECE, dont la couverture dépasse les systèmes épars dont il procède, suscite des controverses.

À l'Est comme à l'Ouest, statisticiens et gouvernements interviennent pour freiner les ambitions de l'organisation dans l'élaboration d'un référentiel trop contraignant. Aucun des gouvernements des États membres, ni aucune organisation internationale partenaire, n'a intérêt à ce que l'ECE parvienne à imposer un système à large spectre, dont certains champs – comme les indicateurs sur l'ordre public et la délinquance dans le monde socialiste, ou les statistiques démographiques à l'OCDE et celles sur la classe sociale dans la plupart des organisations occidentales⁴⁰ – ont été volontairement exclus ailleurs.

Face aux critiques, la commission statistique de l'ECE est contrainte en 1974 de clarifier la nature de son système de statistiques démographiques et

39. CES/WP.34/13, *Étude comparative...*, *op. cit.*, p. 4, p. 13-14.

40. *Ibidem*, annexe I, tableau 1 : « Domaines visés dans les travaux entrepris ou envisagés par différentes organisations internationales au sujet des indicateurs sociaux », p. 1.

sociales. Celui-ci « n'est pas un système, mais un programme d'action construit pour améliorer la structure et la cohérence des statistiques »⁴¹. L'ECE est rappelée à sa vocation d'harmonisation internationale et à l'exercice d'un *soft power* qui ne peut imposer d'indicateurs contraignants d'analyse des politiques publiques. La nouveauté du concept de « système » heurte bien des esprits. Mettant en avant la nécessité pour chaque pays de pouvoir mobiliser les seuls indicateurs qu'il estime pertinents, l'un des pionniers de la construction du système à l'ECE, le directeur du bureau central de statistique britannique, Claus Moser, déclare en 1975 que :

« le mot "système" [...] prête à des interprétations trop rigides. Compte tenu de l'évolution des idées dans les milieux internationaux sur la nature de ces travaux, les experts ont estimé qu'au lieu de concevoir un système analogue au système de comptabilité nationale, il vaudrait mieux concevoir un "cadre" dans lequel on élaborerait et regrouperait les statistiques sociales »⁴².

Avec la transformation du projet en simple « cadre pour l'intégration des statistiques sociales et démographiques », la dynamique de coopération sur les indicateurs sociaux à l'ECE s'essouffle progressivement. En 1977, le groupe de travail monté en 1968 annule pour la première fois sa réunion annuelle et, en 1980, il reporte à 1982 au plus tôt toute prochaine rencontre sans fixer de nouvel agenda. Si, à la fin des années 1960, l'ECE a bien identifié les atouts dont elle dispose pour investir le champ de la quantification sociale du développement, elle échoue dans la seconde moitié des années 1970 à imposer son propre système, confrontée aux limites de son influence.

LE BLOC DE L'EST À CONTRETEMPS

Une réflexion précoce mais inaboutie

Le COMECON a été fondé par l'URSS et les démocraties populaires européennes en 1949 en réponse au plan Marshall et à la création de l'OCDE. L'organisation internationale, qui travaille à l'approfondissement de la coopération économique des pays communistes via la coordination de leurs plans quinquennaux, est surtout connue pour son échec économique patent⁴³, bien qu'elle soit l'institution internationale qui incarne le plus longtemps le bloc de l'Est (1949-1991). L'échec du Conseil dans son action économique remonte aux années 1960, qui constituent paradoxalement le moment fondateur de son activisme particulier dans la Guerre froide. En effet, en dépit de l'incapacité de l'URSS à le transformer en organe de planification supranationale, le COMECON se bureaucratise et déploie à compter

41. ECE, *Social and Demographic Statistics*, « Commentaire du Gouvernement français sur le rapport Hoffmann concernant les liens entre sous-systèmes du SSDS », GX/2/6/1/152.

42. ECE, *Stratégie pour les travaux futurs sur le système de statistiques sociales et démographiques*, E-CN.3/489, 1976, p. 6-7.

43. André STEINER, « The Council for Mutual Economic Assistance – An Example of Failed Economic Integration? », *Geschichte und Gesellschaft*, 39-2, 2013, p. 240-258.

de cette décennie une diplomatie d'experts relativement autonomes par rapport aux corps diplomatiques traditionnels de ses États membres⁴⁴. Son rôle de vitrine du bloc dans la Guerre froide permet aux gouvernements des démocraties populaires de manipuler l'échec économique à long terme de l'organisation en poussant le COMECON à développer toujours plus de projets de coopération internationale, pour mieux les faire échouer et ainsi négocier aux dépens de l'URSS des compromis avantageux pour eux à court terme. Contrainte de maintenir l'image de cohésion du bloc, dont la crédibilité de l'organisation internationale est un marqueur pour l'Occident, celle-ci voit le COMECON devenir un forum de contestation efficace de l'hégémonie soviétique au sein du bloc⁴⁵. Les rares acquis de la coopération économique internationale socialiste portent cependant sur la standardisation des normes et le travail d'information statistique, engagés dans les années 1960, dont une partie relève de la construction d'indicateurs sociaux.

Le COMECON échoue néanmoins à populariser son propre modèle d'indicateurs sociaux, pourtant observé avec intérêt par l'ECE, en raison du décalage avec lequel il identifie les thématiques prioritaires dans sa coopération statistique avec l'Occident. Trois phases de ce dialogue à contretemps se distinguent entre le début des années 1960 et le milieu des années 1980, qui ouvrent involontairement la voie à l'universalisation par les pays capitalistes de leurs indicateurs de développement.

Dès le milieu des années 1950, statisticiens et planificateurs communistes commencent à s'interroger sur la persistance d'un faible niveau de vie en dépit de taux de croissance économique très élevés. La production de statistiques sur l'évolution de la société, et non seulement de la production matérielle, constitue alors une demande tant scientifique que politique. Elle s'appuie sur le changement de temporalité de la planification qui s'ouvre au milieu des années 1960 aux plans à long terme (dix à quinze ans), et se fixe des objectifs de transformation sociale dont les résultats doivent pouvoir être évalués⁴⁶. Précoce dans certains pays comme la Hongrie, la formalisation d'un système d'indicateurs sociaux est rapidement transposée à l'échelle du bloc de l'Est. Dès 1963, le COMECON est chargé d'élaborer, parallèlement à son travail d'harmonisation des indicateurs de quantification des performances économiques des États membres, un « système d'indicateurs du niveau de vie de la population »⁴⁷.

44. S. GODARD, « Le CAEM et la construction d'une diplomatie économique parallèle dans l'Europe socialiste (1962-1989) », in Vincent GENIN, Matthieu OSMONT, Thomas RAINEAU (éd.), *Réinventer la diplomatie. Sociabilités, réseaux et pratiques diplomatiques en Europe depuis 1919*, Bruxelles, Peter Lang, 2016, p. 171-187.

45. S. GODARD, « The Council for Mutual Economic Assistance and the Failed Coordination of Planning in the Socialist Bloc in the 1960s », in M. CHRISTIAN, S. KOTT, O. MATEJKA (éd.), *Planning in Cold War Europe...*, op. cit., p. 187-209.

46. Rudolf ANDORKA, « A System of Social Indicators for the CMEA Countries and for Hungary », *Social Indicators Research*, 14-3, 1984, p. 241-261 (ici p. 241-242).

47. Archives de la RDA aux archives fédérales allemandes (Bundesarchiv, désormais BArch), *Schriftverkehr mit der ständigen Kommission für Statistik des RGW*; « Bericht über die von der Ständigen Kommission des RGW für Statistik im Jahre 1963 geleistete Arbeit und ihre weitere Tätigkeit », DE1-50858.

C'est entre 1967 et 1970 que le mouvement des indicateurs sociaux s'impose dans les pays communistes. Le renouveau de la sociologie en URSS conduit au lancement de grandes enquêtes sociales et à la complexification des outils statistiques de quantification du développement de la société⁴⁸. Une vaste enquête sociologique est ainsi lancée sur la ville de Taganrog entre 1967 et 1969, dont l'un des axes est intitulé « Niveau de vie et problèmes sociaux et économiques »⁴⁹. Dépassant le cadre bien connu des enquêtes sur les budgets⁵⁰, la statistique soviétique s'ouvre à des indicateurs culturels, d'éducation, de santé, de quantification du temps de loisir et de la qualité de l'habitat, tout en faisant une grande place à la réflexion sur les dynamiques démographiques. L'objectif reconnu, et médiatisé en Occident, est de faire « une place de premier ordre » aux indices de niveau de vie dans les statistiques soviétiques⁵¹. L'ouverture permise par Moscou suscite la multiplication des enquêtes sociales dans les démocraties populaires. En 1970, c'est la Hongrie, particulièrement engagée sur la question, qui propose au COMECON de développer un système harmonisé d'indicateurs sociaux des pays communistes⁵². Adoptés à l'Est comme à l'Ouest, les indicateurs sociaux de développement n'ont de sens qu'harmonisés à l'échelle internationale. La prise en charge de cette systématisation statistique ouvre alors la voie à la coopération entre organisations internationales, ECE et COMECON en tête, pour assurer leur comparabilité.

Pour autant, le COMECON ne s'engage pas immédiatement dans cette voie pour deux raisons. Tout d'abord, c'est la Hongrie qui effectue le travail de recherche au nom du Conseil. Le secrétariat de l'organisation est dépendant des projets successifs soumis par le pays et peu autonome dans la publicisation des indicateurs sociaux élaborés en son nom jusqu'à l'adoption officielle du système en 1980. Par ailleurs, comme à l'ECE, ces indicateurs ne sont pas pensés comme une alternative à la quantification économique du développement. Dans la modélisation d'indicateurs sociaux, le sociologue communiste est considéré comme « un ingénieur du social, chargé de l'analyse et des prévisions utilisables pour une gestion planifiée de l'économie et de la société dont l'objectif final est la réalisation du bien-être pour l'ensemble de la population »⁵³.

Si la notion de bien-être est intégrée au discours socialiste, elle n'est pas opposée à celle de croissance économique. L'économisation du social est flagrante dans la description des nouveaux indicateurs d'analyse du développement

48. Martine MESPOULET, « La "renaissance" de la sociologie en URSS (1958-1972). Une voie étroite entre matérialisme historique et "recherches sociologiques concrètes" », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 16-1, 2007, p. 57-86 (ici p. 58-61).

49. Natalia M. RIMACHEVSKAÏA, Lidia PROKOFIEVA, « L'enquête de Taganrog. Le début de la sociologie du niveau de vie en URSS », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 16-1, 2007, p. 87-94.

50. Nathalie MOINE, « "Mesurer le niveau de vie" : administration statistique et politique des données en URSS. De la reconstruction au dégel », *Sociétés contemporaines*, 57, 2005, p. 41-62.

51. CES/WP.34/4, *Les statistiques démographiques et sociales construites en URSS*, 1970, p. 6-11.

52. R. ANDORKA, « A System of Social Indicators... », art. cit., p. 243-244.

53. M. MESPOULET, « Quelle sociologie derrière le "Rideau de fer" », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 16-1, 2007, p. 3-10 (ici p. 5).

produits par les pays socialistes et le COMECON. L'URSS présente à l'ECE des statistiques qualifiées de « socio-économiques », et le secrétariat du COMECON insiste sur le fait que les gouvernements de ses États membres considèrent qu'il est « très important d'étudier les phénomènes sociaux en les rattachant étroitement à l'analyse des processus économiques »⁵⁴. C'est pourquoi ceux-ci « ont placé au centre de leur attention l'étude des corrélations entre les indicateurs de la balance de l'économie nationale et les indicateurs des statistiques sociales »⁵⁵. Le système d'indicateurs sociaux développé à l'Est dans les années 1970 reste donc mis au service du perfectionnement du plan et sa conception demeure fortement marquée par la prééminence des indicateurs économiques de développement.

Un mauvais choix de priorités dans les objets de coopération avec l'ECE ?

Il faut souligner que les statistiques sociales ne sont pas identifiées par le COMECON comme une arme dans la lutte idéologique avec le monde capitaliste. Les pays socialistes acceptent implicitement la centralité d'une quantification économique du succès d'un modèle socio-économique et politique. Malgré l'antériorité de sa réflexion sur les statistiques sociales, c'est sur la question de la comparabilité du système MPS avec le SNA occidental que le COMECON engage le dialogue avec l'ECE en 1965. Le contexte est alors propice à cette compétition entre indicateurs économiques. Parvenues à l'apogée d'un cycle de développement engagé après 1945, les démocraties populaires et l'URSS adoptent dans les années 1960 des réformes économiques qui décentralisent partiellement la planification et relancent la croissance⁵⁶. Elles accordent donc un crédit important à leur modèle économique et mettent en avant son succès sur la scène internationale. Comme le souligne Lorenzo Fioramonti :

« la performance économique devint un ingrédient fondamental du conflit politique entre les deux superpuissances. L'idéologie comptait également. La différence entre la mesure soviétique du produit matériel et le produit national brut n'était pas due qu'à la différence de leurs composants statistiques, mais aussi à de profondes distinctions conceptuelles »⁵⁷.

Au cours de cette deuxième phase, qui va de 1971 à 1978-1980, l'organisation moscovite travaille à la mise en place d'un système complexe d'indicateurs sociaux, bien qu'elle ne coopère efficacement avec l'ECE que sur la comparabilité des indicateurs économiques. Les comptes nationaux, mais aussi les statistiques du commerce extérieur font l'objet d'un véritable engagement du COMECON auprès des institutions genevoises. En revanche, dans le

54. CES/WP.34/50-Add. 1, *Informations communiquées par le secrétariat du COMECON sur les grandes orientations de la coopération multilatérale en ce qui concerne le développement et le perfectionnement du système d'indicateurs pour les statistiques sociales*, 1983, p. 3.

55. *Ibidem*.

56. Bernard CHAVANCE, *Les réformes économiques à l'Est de 1950 aux années 1990*, Paris, Nathan, 1992.

57. Lorenzo FIORAMONTI, *Gross Domestic Problem. The Politics behind the World's most Powerful Number*, Londres, Zed Books, 2013, p. 36.

domaine des statistiques démographiques et sociales, le Conseil ne fait que répondre aux sollicitations de l'ECE sur son action, sans adopter de démarche proactive. Il n'identifie pas l'opportunité de contester et de complexifier le référentiel d'analyse du développement imposé par les pays capitalistes sur la scène internationale en mettant en avant son travail dans ce domaine, malgré la crise économique qui touche le monde occidental dans les années 1970.

Ce qui pourrait être perçu comme une erreur stratégique n'en est pas une pour les contemporains. Car les experts du COMECON ne considèrent alors pas les statistiques sociales comme formant un système alternatif de mesure du développement. Par ailleurs, les pays socialistes engagent avec l'Occident une compétition pour la diffusion de leur modèle socio-économique dans le tiers-monde. Si les pays décolonisés réclament à l'ONU – et l'ECE s'en fait l'écho – un certain pluralisme dans l'offre d'indicateurs de développement, cette revendication porte sur les systèmes de comptabilité nationale et non sur les modèles de statistiques sociales et démographiques en cours d'élaboration dans les deux espaces européens. Ainsi en 1965, lors d'une réunion de la commission pour les statistiques de l'ONU à New York, le représentant indien souligne que le système socialiste de comptabilité nationale est souvent plus adapté aux pays du tiers-monde que le SNA occidental⁵⁸. Les représentants du COMECON présents à cette réunion évoquent bien des statistiques sur le développement « économique et culturel », mais ils n'en font qu'un seul modèle global à exporter vers les pays du Sud.

Le secrétariat du COMECON choisit de s'investir sur le terrain de la comparabilité des statistiques économiques entre l'Est et l'Ouest pour plusieurs raisons, rationnelles de son point de vue. Depuis le début des années 1960, le MPS est adopté par tous les pays socialistes et le COMECON a harmonisé les statistiques du commerce extérieur, alors que sa réflexion sur les indicateurs sociaux est encore en cours dans les années 1970. Par ailleurs, la standardisation internationale des statistiques est une prérogative reconnue au COMECON par les États membres dans le cadre du programme global d'intégration des économies socialistes adopté à Bucarest en 1971⁵⁹. L'organisation dispose d'une expertise reconnue et constitue une sorte de guichet unique de l'information statistique pour les pays capitalistes, alors soucieux d'obtenir des informations sur l'économie des pays de l'Est. La demande occidentale, qui vise à comparer les statistiques économiques pour délégitimer le modèle de développement socialiste, stimule paradoxalement le COMECON et lui offre une position privilégiée dans le renforcement des échanges Est-Ouest encouragé par la conférence d'Helsinki. Ne bénéficiant à l'Ouest d'une

58. BArch DE1-50858, *Schriftverkehr...*, « Information über die Teilnahme der Vertreter des Sekretariats des Rates für Gegenseitige Wirtschaftshilfe an der XIII. Tagung der statistischen Kommission der UNO », 9 juillet 1965.

59. Marie LAVIGNE, *Le COMECON (Le programme du COMECON et l'intégration socialiste)*, Paris, Cujas, 1973.

reconnaissance internationale officielle qu'auprès de l'ECE, le COMECON trouve un véritable intérêt dans l'organisation de la comparabilité des systèmes SNA et MPS, ainsi que des statistiques du commerce extérieur. Ce travail renforce sa crédibilité internationale, dans le cadre global de la Guerre froide et vis-à-vis des gouvernements de ses États membres au sein même du bloc, dans lequel l'autorité de l'organisation reste contestée.

Ainsi, alors que la critique contre la quantification économique du développement croît en Occident au cours des années 1970, et alors qu'il effectue un important travail d'élaboration d'un système d'indicateurs sociaux, le COMECON ne fait que peu bénéficier l'ECE de son expérience dans ce secteur. Selon Michael Ward, «alors que l'Ouest commençait enfin à regarder comment le progrès social était lié au développement économique, le COMECON combinait des indicateurs pour estimer le progrès économique dans ses États membres»⁶⁰.

Jusqu'à la fin des années 1970, le Conseil ne cherche pas activement à médiatiser ses statistiques sociales sur la scène internationale. Il progresse en revanche avec volontarisme dans la comparabilité des statistiques économiques, jusqu'à parvenir en 1982 à une première clé de comparaison des chiffres du commerce extérieur des pays de l'Est et du monde capitaliste⁶¹.

Si la hiérarchie des priorités du COMECON semble incohérente au regard de la promotion du modèle de développement socialiste, elle répond en revanche au besoin de légitimité internationale de l'organisation elle-même au mitan des années 1970. La CEE mène alors un travail de sappe de sa légitimité au sein même du bloc de l'Est en cherchant à organiser les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest et à les rendre plus attractifs que les flux intra-COMECON. À partir de 1974, la Commission européenne impose aux États membres du Conseil sa reconnaissance officielle et exige de chaque gouvernement des démocraties populaires qu'il traite exclusivement avec elle des questions commerciales. Elle marginalise ainsi le secrétariat du COMECON, qui constitue son homologue sur le plan institutionnel et qu'elle refuse jusqu'en 1988 de reconnaître comme interlocuteur légitime⁶². Pour le COMECON, la défense de sa raison d'être, en tant qu'organisation internationale, passe alors inévitablement par la coopération statistique avec l'ECE afin de continuer à exister dans un système de relations internationales extrêmement concurrentiel, au sein du bloc de l'Est et dans le cadre global de la Guerre froide. Le piège des pays capitalistes d'Europe est ainsi d'offrir au COMECON, à travers cette collaboration, une légitimation internationale dont il ne peut se priver, mais qui sappe *in fine* l'attractivité du modèle de développement qu'il incarne.

60. Michael WARD, *Quantifying the World. UN Ideas and Statistics*, Bloomington, Indiana University Press, 2004, p. 153.

61. ECE, *Consultation on a Conversion (Correspondance) Key between the SITC and CMEA Classification Foreign Trade*, GX2/6/1/181.

62. Angela ROMANO, «Untying Cold War Knots: the EEC and Eastern Europe in the Long 1970s», *Cold War History*, 14-2, 2013, p. 153-173.

En travaillant à l'adoption commune d'une clé de comparaison des statistiques économiques ouest et est-européennes, le secrétariat du COMECON devient un partenaire recherché par ses homologues dans d'autres organisations internationales, ce qui le renforce à court terme. À long terme cependant, la comparaison ne peut que conduire à qualifier, sans plus de doute méthodologique possible, les pays socialistes de pays sous-développés, au regard de critères occidentaux. Ce constat souligne alors publiquement l'inefficacité de la coopération économique établie dans le cadre du COMECON dans le combat des pays du bloc de l'Est pour la valorisation du modèle économique communiste à l'échelle internationale.

Une prise de conscience trop tardive

C'est seulement au tournant des années 1980 qu'intervient la prise de conscience par le COMECON des enjeux complexes de ces calculs intéressés, ouvrant une troisième phase de la coopération. Le Conseil cherche alors activement à collaborer avec l'ECE dans le domaine des indicateurs sociaux. Dès 1978, il organise à Budapest un séminaire sur les problèmes méthodologiques des comparaisons internationales entre ses États membres et les pays à économie de marché. Au même moment, sa commission statistique finalise le système d'indicateurs sociaux⁶³. Celui-ci est adopté en 1980, alors que la réceptivité de l'ECE pour une coopération sur ce sujet change radicalement.

En 1980, l'Institut de recherche sur le développement social de l'ONU (UNRISD) publie un rapport intitulé « La quête d'une approche unifiée du développement », qui insiste sur l'importance de la prise en compte des conditions locales dans toute étude et marque le désintérêt relatif de l'ONU pour les approches statistiques trop globalisantes et formalisées.

Par ailleurs, la comparabilité des statistiques économiques occidentales et socialistes étant presque acquise au début des années 1980, des fonctionnaires de l'ECE originaires des démocraties populaires interviennent dans le débat pour freiner les progrès de la coopération entre l'Ouest et le COMECON. Wolfgang Haeder, citoyen est-allemand et chef de la division statistique de l'ECE de 1978 à 1986, identifie rapidement la menace que constitue la coopération Est-Ouest sur les indicateurs sociaux. Évoquant la rencontre d'experts des deux organisations lors de la session de la CES en juin 1980, il prévient son homologue du COMECON que l'ECE souhaite ouvrir de nouveaux champs de coopération sur les indicateurs de développement économique. Dans sa lettre, Haeder distingue cependant cette position, qui est celle de l'ECE, et son « point de vue personnel » selon lequel le COMECON ne devrait pas chercher à approfondir cette coopération⁶⁴. L'alerte lancée par un fonctionnaire international contre l'intérêt de l'organisation qui l'emploie est rare, pourtant

63. ECE, *Council for Mutual Economic Assistance*, GX2/6/1/130, lettre de W. Haeder à I. Ryjhov, 2 mars 1978.

64. *Ibidem*, lettre de W. Haeder à I. Ryjhov, 18 avril 1980.

Haeder récidive en 1984. Lors d'un voyage officiel au siège du COMECON à Moscou, ses homologues lui présentent leur désir de parvenir avec l'ECE à une définition commune des notions de « niveau de vie », « qualité de vie » et « mode de vie ». Fort de sa connaissance des écarts réels entre les niveaux de développement des pays occidentaux et socialistes, Haeder les en dissuade. Le système d'indicateurs sociaux du COMECON constitue selon lui « une excellente approche pour décrire statistiquement les conditions dans lesquelles vivent les individus » et toute harmonisation internationale dans le cadre de l'ECE s'avérerait très problématique, explique-t-il⁶⁵.

Depuis son poste stratégique à l'ECE, Haeder identifie le caractère tactique et unidirectionnel de la coopération statistique avec le COMECON, qui ne vise qu'à ouvrir aux analyses occidentales la boîte noire du modèle socialiste. L'extension aux indicateurs sociaux du champ de la coopération statistique offerte par le COMECON à l'ECE ne peut conduire qu'à délégitimer de manière irréfutable le modèle socialiste de développement. Le message paradoxal que les experts représentant le monde socialiste à l'ECE adressent au COMECON est finalement de canaliser la compétition de Guerre froide en maintenant une certaine incomparabilité entre les statistiques, notamment sociales, produites dans les deux espaces européens. Les indicateurs sociaux du COMECON serviraient alors, face à l'effondrement économique de plus en plus incontestable du monde communiste dans les années 1980, à continuer à alimenter sur la scène internationale le discours politique des gouvernements communistes sur leur capacité à construire un ordre socio-économique alternatif au capitalisme, pas sous-développé, mais moderne à sa propre façon.

LES NOUVEAUX RÉSEAUX PANEUROPÉENS DE LA QUANTIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

La force d'un système flexible...

En dépit de l'échec de la coopération européenne sur les indicateurs sociaux, l'ECE a su intégrer, dans la durée, un réseau de spécialistes des statistiques sociales non seulement à la CES, mais aussi dans les espaces nationaux de ses États membres ouest et est-européens. La stratégie des institutions genevoises est d'abord informelle, afin de contourner tout blocage politique. Dans le cadre de la préparation de la troisième conférence de planification, l'ECE invite des experts à se réunir « à titre personnel » et « officieusement » à Genève pour définir les enjeux de la coopération européenne⁶⁶. Ces experts créent en 1965 le premier « réseau de correspondants pour la recherche en action sociale », couvrant dix-neuf pays et accueillant dès l'origine un correspondant polonais et un

65. G-ECE, boîte 77, partie 1, *Cooperation Between ECE and CMEA in the Field of Statistics*, lettre de W. Haeder à I. Ryjhov, 6 avril 1984.

66. ECE, *Relations with Social Division*, GX10/1/46, document de travail destiné à la conférence de planification du programme européen de développement social (Genève, 5-7 avril 1967), p. 2.

Yougoslave, ainsi qu'un observateur soviétique. Ils sont rejoints avant 1968 par des représentants de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie et, dès leur première réunion en 1966, les correspondants ont élu leur collègue polonais président de la session. Le profil des experts est varié. En 1968, sur vingt-deux individus issus d'autant de pays, dix-sept travaillent pour leur gouvernement, deux sont chercheurs à l'université et trois dans des centres de recherche indépendants⁶⁷. Le caractère resserré du réseau et la permanence de ses membres à leur poste assurent une meilleure interconnaissance et facilitent l'interaction à l'échelle européenne. Sociologues, statisticiens ou économistes, les correspondants du réseau de l'ECE ne sont pas des praticiens des politiques sociales mais des observateurs, soucieux d'échanger sur des expériences de recherche en action sociale et sur les outils d'analyse de ces politiques publiques de développement.

Chargés à l'origine de faire circuler des documents sur les recherches relatives au développement social (statistiques de population, de niveau de vie ou d'éducation, portant sur le système de sécurité sociale, etc.), les correspondants identifient rapidement l'intérêt d'une coordination internationale des statistiques démographiques et sociales. En 1967, un groupe de travail sur la démographie sociale est mis en place en insistant sur la nécessité d'une « amélioration de la comparabilité internationale des résultats des recherches grâce à la normalisation des concepts, des plans d'enquêtes ou d'études, des programmes d'exploitation des données et des méthodes d'analyse »⁶⁸.

En mai 1968, le réseau de correspondants pour la recherche en action sociale refuse pourtant de prendre la responsabilité de la normalisation et de la coordination internationale des statistiques en matière d'action sociale, bien qu'il la juge « souhaitable »⁶⁹. Cinq mois plus tard, l'ECE reprend alors cette dynamique à son compte et crée son « groupe de travail sur les statistiques démographiques et sociales ».

C'est par le bas et la mobilisation de réseaux scientifiques, plutôt que dans un affrontement politique frontal et inégal entre le secrétariat de l'organisation et les gouvernements des États membres, que l'ECE fait émerger entre 1965 et 1968 l'idée de sa légitimité à intervenir dans le champ des indicateurs alternatifs à la quantification économique du développement⁷⁰. La stratégie de l'organisation internationale consiste en la mise en débat permanente, au sein d'un milieu restreint d'experts, des divergences méthodologiques persistantes à l'échelle européenne dans l'approche d'une problématique de recherche commune. Ce faisant, le secrétariat de l'ECE dépolitise son action et mani-

67. ECE, SOA-ESWP-SWR-Rep. 2, *Réseau des correspondants nationaux pour la recherche en action sociale*, compte rendu de la deuxième réunion, p. 7-8.

68. ECE, *Relations with Social Division*, GX10/1/46, document de travail destiné à la conférence de planification du programme européen de développement social (Genève, 5-7 avril 1967), p. 11.

69. ECE, SOA-ESWP-SWR-Rep. 2, *Réseau des correspondants nationaux pour la recherche en action sociale*, compte rendu de la deuxième réunion, p. 10.

70. Sandrine KOTT, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, 52, 2011, p. 9-16 (ici p. 13-14).

pule des réseaux scientifiques qui reprennent à leur compte, dans les espaces nationaux dont ils sont issus, le discours de l'organisation sur le besoin de créer un nouveau système d'indicateurs sociaux et sur les atouts dont elle dispose pour réaliser cette tâche.

... appuyé sur un monde académique de plus en plus structuré

L'organisation légitime ainsi son pouvoir par « des formes de co-production du travail scientifique, par des fonctionnaires aussi bien administrateurs que savants, négociées en fonction d'impératifs politiques et idéologiques »⁷¹. Les réseaux d'experts qu'elle met successivement en place s'appuient sur un espace académique lui-même de plus en plus structuré autour de la promotion de nouveaux indicateurs statistiques du développement. En 1974, l'éditeur Springer lance ainsi la revue *Social Indicators Research*. Cet événement académique est le signe de la maturation d'un champ de recherche dans le monde universitaire et contribue en retour à soutenir l'activité d'institutions internationales comme l'ECE, alors de plus en plus contestée par les États membres dans sa tentative de formaliser un « système » structuré et contraignant de statistiques démographiques et sociales.

Dans son deuxième numéro, la revue publie en septembre 1974 un premier article sur l'expérience de l'OCDE dans la mise en place d'indicateurs sociaux à l'échelle internationale. Si des publications sur l'Afrique paraissent dès 1975, la revue ne fait cependant pas mention du rôle spécifique de l'ECE en Europe et ne s'ouvre aux pays socialistes que dans la première moitié des années 1980, lorsque le mouvement de coopération internationale sur les indicateurs sociaux s'essouffle. Deux articles sont publiés sur les indicateurs sociaux en Hongrie et en Pologne en 1980, un autre sur la Hongrie en 1982, avant qu'un numéro de 1984 ne consacre neuf de ses dix articles aux pays socialistes d'Europe, dont un à l'action d'harmonisation internationale des statistiques sociales menée par le COMECON. Ici encore, l'intersection des réseaux de l'ECE avec un important réseau scientifique international révèle la capacité de l'organisation à capter des ressources en légitimité académique pour s'autonomiser vis-à-vis des logiques administratives et politiques qui contraignent son activité. Rudolf Andorka, représentant hongrois au sein du groupe de travail sur les statistiques sociales et démographiques de l'ECE depuis 1974, est aussi l'auteur de l'ensemble des articles sur la Hongrie publiés dans *Social Indicators Research* ainsi que de celui sur le COMECON, et le directeur du numéro spécial de 1984⁷².

71. Marine DHERMY-MAIRAL, « Du danger des enquêtes savantes. Faire œuvre de science dans l'entre-deux-guerres au Bureau international du travail », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 62-4, 2015, p. 7-32 (ici p. 7).

72. M. MESPOULET, « Un statisticien sociologue de la stratification sociale en Hongrie : Rudolf Andorka (1931-1997) », *Statistique et société*, 3, 2014, p. 49-56.

L'ECE, une capacité rare à mobiliser un réseau d'interlocuteurs à l'Est

L'ECE investit le sujet polémique et politique de la quantification du développement dans les années 1970 pour imposer sa capacité à structurer un réseau paneuropéen d'experts travaillant à l'élaboration d'un système d'indicateurs sociaux accepté par l'Est et l'Ouest. Pour de nombreuses organisations internationales occidentales, elle constitue en effet une interface unique pour l'établissement de relations simplifiées avec le monde communiste.

L'Institut international de statistique de La Haye, qui dispose déjà de relations officielles avec les gouvernements d'Europe de l'Est qui en sont membres, cherche par exemple un guichet unique pour récolter ou traiter des données en provenance du monde socialiste et demande officiellement à l'ECE de le mettre en contact avec le COMECON en 1966. Un an plus tard, il sollicite encore l'organisation genevoise pour réaliser une bibliographie internationale sur les indicateurs statistiques. C'est un expert hongrois, Laszlo Drechsler, qui prend en charge cette mission et souligne au passage la capacité de l'ECE à apporter des informations sur les pays européens socialistes. Finalement, en 1975, c'est par l'intermédiaire de l'ECE que le COMECON devient officiellement membre de l'IIS⁷³.

Laszlo Drechsler, avec Rudolf Andorka, fait d'ailleurs partie des personnalités du monde socialiste qui circulent entre l'Est et l'Ouest en passant par l'ECE et constituent des pivots essentiels de son réseau. Diplômé de la faculté des sciences économiques de Budapest en 1952, Laszlo Drechsler entre à l'office statistique hongrois et soutient en 1961 une thèse de doctorat sur la mesure du niveau de vie. Il est délégué au COMECON au début des années 1960 où il travaille à un projet de comparaison des statistiques de revenu national des États membres. En 1964, Drechsler entre au service de la division statistique de l'ECE et ne la quitte que dix ans plus tard pour devenir directeur adjoint de l'Institut de planification économique à Budapest. Finalement, de 1985 à 1989, il achève sa carrière au sein de l'office statistique de l'ONU à New York. Polyglotte – il parle anglais, français, allemand, espagnol, russe, tchèque et hongrois – Drechsler fait une carrière exceptionnelle entre l'Est et l'Ouest en se spécialisant dans la comparaison internationale des statistiques⁷⁴. À l'issue de son long mandat à l'ECE, il est directement rappelé par ses collègues genevois en 1978 et 1979 pour réaliser des missions temporaires en tant que consultant sur la question de la comparabilité des statistiques de développement occidentales et socialistes. En juillet 1978, Machiel Jansen, directeur adjoint de la division statistique de l'ECE, lui écrit personnellement : « Au regard de ton expérience dans le travail de l'ECE dans le domaine des statistiques [...] nous considérons que tu es un candidat extrêmement adapté pour cette

73. ECE, *International Statistical Institute. The Hague*, GX2/6/1/115.

74. György SZILAGYI, « In Memoriam Laszlo Drechsler », *Review of Income and Wealth*, 37-3, 1991, p. 341-343.

mission»⁷⁵. Drechsler l'accepte et remet à la fin de l'année un rapport sur lequel l'office statistique à New York émet des réserves. Néanmoins, l'ECE défend son expert et lui propose une nouvelle mission d'un mois en 1979⁷⁶. La relation de travail qui se noue entre l'ECE et Laszlo Drechsler est bénéfique aux deux partenaires. L'ECE utilise la connaissance unique qu'a Drechsler des statistiques socialistes et ses réseaux à l'Est pour construire une expertise rare sur la comparaison internationale des statistiques, qui lui permet de s'autonomiser partiellement de l'office statistique de l'ONU à New York. L'expert hongrois profite quant à lui du capital international que lui attribue l'ECE pour construire un parcours professionnel aux responsabilités croissantes, qui le voit circuler en permanence entre l'Est et l'Ouest, jusqu'à achever sa carrière dans l'approfondissement de la comparabilité des systèmes SNA et MPS au siège de l'ONU à New York. Laszlo Drechsler n'est jamais recruté au hasard, ou au cours de processus ouverts, mais toujours directement ciblé et personnellement contacté par l'ECE.

D'autres statisticiens connaissent une telle carrière, liée aux bonnes relations établies entre les secrétariats de l'ECE et du COMECON. Evgueni Piskounov est ainsi délégué par l'URSS comme expert au sein de la division statistique de l'ECE entre 1968 et 1974, avant de rejoindre le secrétariat du COMECON. En 1976, Barrie Davies, chef de la division statistique de l'ECE, écrit directement à son homologue moscovite pour lui demander de bien vouloir déléguer Piskounov un mois à Genève, afin de travailler sur la comparaison des systèmes de mesure statistique du commerce extérieur capitaliste et communiste⁷⁷.

L'analyse des recrutements ponctuels par l'ECE de statisticiens venus des pays communistes révèle la récurrence de ces stratégies de ciblage d'un vivier de candidats déjà connus. Au-delà des figures de premier plan que sont Drechsler, Andorka ou Piskounov, un réseau plus modeste est constitué par l'ECE. Celui-ci est particulièrement actif dans la seconde moitié des années 1970, alors que le processus d'Helsinki renforce la position de l'organisation. La stabilisation d'un réseau d'interlocuteurs à l'Est est essentielle pour permettre à l'ECE d'affirmer son rôle par rapport à d'autres organisations comme la CEE, qui lui fait concurrence dans l'ouverture des relations économiques, culturelles et politiques avec l'Europe socialiste. En 1978, le nouveau chef de la division statistique de l'ECE, Wolfgang Haeder, offre de confier à un expert tchécoslovaque une mission de conseil sur les statistiques environnementales, qui intègrent alors le système de statistiques démographiques et sociales de l'ONU. En contactant son homologue à Prague, Haeder propose déjà un nom : M. Vesely. Celui-ci :

75. ECE, *Statistical Section of the ECE. Organisation and Staff*, GX2/6/1/19, lettre de M. A. Jansen à L. Drechsler, partie 2, 3 juillet 1978.

76. *Ibidem*, lettre de M. A. Jansen à L. Drechsler, 4 janvier 1979.

77. ECE, *Council for Mutual Economic Assistance*, GX/2/6/1/130, lettre de B. Davies à I. Ryjhov, 28 octobre 1976.

« sera libre de proposer une approche particulière [...] Cependant, il serait très utile pour nous que ses suggestions soient globalement cohérentes avec ce qui semble actuellement faisable dans les États membres du COMECON. En d'autres termes, le consultant peut utiliser ses contacts avec les bureaux statistiques de ces pays pour vérifier cet aspect de sa proposition si toutefois il n'était pas encore au courant de leur position »⁷⁸.

En 1979, c'est une femme, G. Szönyi, hongroise, qui est recrutée comme consultante sur la question de la comparaison des statistiques du commerce extérieur. Elle revient à Genève deux ans plus tard, en 1981, pour une mission similaire, sur proposition de l'ECE. Une autre experte polonaise, Elzbieta Kaczorowska, est engagée avec un contrat de trois mois en 1980 sur un poste technique au statut peu élevé. Même à ce niveau de recrutement où la plupart des experts sont interchangeables et où confiance, interconnaissance préalable et stabilité du réseau semblent moins entrer en ligne de compte, le secrétariat souligne à quel point il se réjouit qu'elle soit « prête à travailler à nouveau pour nous »⁷⁹. E. Kaczorowska appartient donc à un vivier d'experts qui circulent entre leur pays et l'institution genevoise.

Il convient bien sûr de ne pas exagérer la fermeture de ce milieu, ni d'oublier les contraintes qui pèsent sur sa constitution. L'ECE ne propose pas systématiquement de noms aux bureaux statistiques des pays socialistes dans les offres de missions temporaires qu'elle leur soumet. Par ailleurs, la mobilité des experts des démocraties populaires vers Genève est fortement assujettie à leur maîtrise de langues étrangères ainsi qu'à une autorisation politique de voyager et de travailler à l'Ouest, qui n'est délivrée qu'à un nombre restreint de spécialistes. Le ciblage opéré par l'ECE se fait donc en partie par défaut ; il n'en est pas moins réel. L'organisation développe après la conférence d'Helsinki une action proactive en direction du monde socialiste pour y mettre en place un réseau d'experts connus, régulièrement sollicités pour travailler à Genève à des projets internationaux de comparaison statistique. À travers cette communauté épistémique hybride et construite dans l'espace international⁸⁰, l'ECE cherche à se distinguer d'organisations concurrentes telles que l'OCDE et la CEE. Elle met en avant des experts reconnus dans leurs espaces nationaux, dont elle capte la légitimité, pour montrer sa capacité unique à intégrer les résultats les plus récents de la recherche socialiste sur les indicateurs de la quantification du développement.

78. ECE, *Statistical section of the ECE...*, GX2/6/1/19, lettre de W. Haeder à J. Kazimour, partie 2, 28 juillet 1978.

79. *Ibidem*.

80. Sandrine KOTT, « Une "communauté épistémique" du social ? Experts de l'OIT et internationalisation des politiques sociales dans l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 71, 2008, p. 26-46 (ici p. 36-38) ; Isabelle LESPINET-MORET, « Institutions du travail et réformateurs sociaux, fin XIX^e-XX^e siècle », Habilitation à diriger des recherches, Université d'Évry, 2015.

Le moment des indicateurs sociaux, qui s'ouvre au milieu des années 1960 et connaît une première éclipse deux décennies plus tard, n'appartient pas seulement à l'histoire de la statistique. Derrière la question technique de la définition des indicateurs de mesure du développement et l'enjeu de leur harmonisation à l'échelle européenne, se cache une tentative d'organisations internationales marginales d'infléchir les rapports de pouvoir entre acteurs de la Guerre froide. Plutôt que de chercher comme les contemporains à vérifier la véracité des statistiques est-européennes en les convertissant dans les catégories d'analyse occidentales, cet article a suivi la voie d'une sociohistoire d'organisations internationales et de réseaux techniques transnationaux qu'elles animent en Europe. Il montre comment l'ECE et le COMECON saisissent le champ en mouvement de la coopération statistique internationale pour gagner des marges de manœuvre dans la définition de leur champ d'action vis-à-vis de leurs États membres, et pour mettre en avant une identité collective de l'institution en tant qu'acteur de la Guerre froide.

L'histoire des indicateurs sociaux révèle à quel point la coopération entre l'ECE et le COMECON fut nécessaire à leur légitimation et recherchée par les secrétariats genevois et moscovite. Ces calculs intéressés les placent en effet un temps au cœur de la confrontation symbolique des blocs dans la Guerre froide. Le décalage chronologique de leur investissement et la longue préférence du COMECON pour une quantification économique du développement sapent pourtant la légitimité des deux organisations à prétendre construire et représenter l'Europe à partir de la seconde moitié des années 1970. Néanmoins, la force de ces institutions faibles réside dans le processus de négociation engagé, plus que dans les résultats obtenus. La coopération autour des indicateurs sociaux et des statistiques de développement permet au COMECON et à l'ECE d'animer un système paneuropéen de circulation d'informations scientifiques. C'est notamment grâce à ces échanges que les administrations des démocraties populaires les plus engagées dans la coopération internationale, comme les administrations hongroises, se sont préparées à l'analyse critique des processus de transformation sociale et économique qui accompagnent le déclin du modèle communiste à partir des années 1980.

Simon GODARD

Maître de conférences en histoire contemporaine

Université Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble, PACTE

38000 Grenoble

simon.godard@sciencespo-grenoble.fr

Résumé / Abstract

Simon GODARD

Les calculs intéressés de la Guerre froide: l'Economic Commission for Europe et le monde socialiste face à la révision de la quantification du développement

L'étude de la coopération entre deux organisations internationales supposées faibles, l'Economic Commission for Europe (ECE) et le Conseil d'aide économique mutuelle (COMECON), montre comment l'élaboration d'indicateurs statistiques de développement constitue un enjeu de Guerre froide. Ceux-ci participent en effet de la légitimation scientifique de systèmes socio-politiques antagonistes. L'ECE et le COMECON s'engagent fortement, entre le milieu des années 1960 et celui des années 1980, dans la production d'un nouveau savoir statistique sur le développement social, ainsi que dans l'organisation de la comparabilité des statistiques économiques existantes. L'investissement dans le champ nouveau des indicateurs sociaux participe d'une stratégie d'autonomisation institutionnelle et de légitimation politique à long terme, vis-à-vis de leurs États membres et d'organisations internationales concurrentes. La persistance d'une coopération à contretemps entre l'ECE et le COMECON échoue à imposer les indicateurs sociaux comme indicateurs majeurs de la quantification du développement. Elle contribue cependant à construire un réseau paneuropéen d'experts de la statistique qui maintient le bloc de l'Est dans les échanges intellectuels européens de la Guerre froide.

MOTS-CLÉS: Europe, Guerre froide, histoire des savoirs, organisations internationales, statistique, indicateurs sociaux ■

Simon GODARD

Interested Calculations of the Cold War: the Economic Commission for Europe and the Socialist World in the Face of the Revision of the Quantification of Development

Studying the co-operation between the Economic Commission for Europe (ECE) and the Council for Mutual Economic Assistance (COMECON) allows understanding to what extent the shaping of statistical development indicators constitutes a Cold War challenge. These indicators contributed to the scientific legitimization of antagonistic socio-political systems. Between the mid 1960s and the mid 1980s, the ECE and the COMECON were very active in elaborating a new statistical knowledge about social development, as well as in organising the comparability of existing economic statistics. This engagement in the new field of social indicators was part of a strategy promoting their institutional autonomy and political legitimacy in the long term, vis-à-vis both their Member States and competing international organisations. The failed coordination of their co-operation agendas prevented the adoption of social indicators as the main development indicators on the international stage. However, their collaboration contributed to the shaping of a panEuropean network of statistical experts, which kept the Eastern Bloc part of the scientific exchanges that took place during the Cold War.

KEYWORDS: Europe, Cold War, history of knowledge, international organisations, statistics, social indicators ■